

La ville va faire des propositions à la SNCF



La modernisation de la voie va demander 18 mois de travaux. La mise en service est prévue pour juin 2021.

La dernière réunion sur la modernisation de la voie mère a lieu à 18 heures à la chambre de commerce.

Malheureusement, je ne pars pas d'ici avec la conviction que tout sera fait pour éviter les nuisances ». C'était le mot de la fin, prononcé par le premier adjoint au maire Emmanuel Agius, de la deuxième des trois réunions de concertation organisées autour de la voie de fret SNCF entre Calais Ville et le Port. L'élu désapprouvait précisément la réponse faite à un riverain concernant une mesure de bruit réalisée chez lui, quai du Danube : « *Vos mesures sont justes mais votre interprétation est mauvaise* » avait rétorqué l'ingénieur en charge des aspects environnementaux du projet. Ce qui avait clos la discussion.

L'épisode est révélateur du climat de ces concertations proposées par SNCF Réseau. La modernisation des 3,6 kilomètres de voie n'est pas négociable. La démarche de SNCF consiste à informer les habitants des aménagements, et de leur indiquer ce qui est prévu pour minimiser les nuisances, comme les tapis anti-vibration et les murs anti-bruit qui seront posés aux endroits les plus sensibles du parcours. Pour les riverains, le changement n'est pas anodin car de 8 allers-retours par semaine, le trafic doit augmenter théoriquement à 15 allers-retours par jour. Les travaux sont assurés par SNCF Réseau et le financement est supporté à 80 % par l'État et 20 % par la région Hauts-de-France.

D'AUTRES SOLUTIONS À ENVISAGER

La modernisation de la ligne est justifiée par l'essor d'activité attendu avec Port 2015. SNCF Réseau s'appuie sur la probabilité d'une augmentation de 40 % du trafic transmanche sur le long terme. On a appris à la dernière réunion que le retour à Calais de Gefco est inclus dans les hypothèses.

Gefco, spécialisé dans le transport d'automobiles, a concentré son activité sur le port de Zeebrugge, provoquant à Calais le licenciement des 48 salariés de Walon France en 2015.

Dany Bogaert, porte-parole de l'Adeca (protection de l'environnement), et Emmanuel Agius se rejoignent sur un point : les 15 allers-retours annoncés, sur cette ligne qui n'en supportera pas davantage, sont en décalage avec les ambitions économiques affichées : « *Ce n'est pas un plan B, c'est un plan Z* » ironise Emmanuel Agius qui indique que la ville de Calais fera des contre-propositions à SNCF Réseau.

Le contournement par l'est, sur une voie de chemin de fer à construire, est dans toutes les têtes.

Or, SNCF Réseau a raison d'objecter que cette voie n'est pas l'objet des concertations. Les regards sont braqués vers la Région des Hauts-de-France, maintenant sommée de tenir l'engagement pris dans les années 2000, de créer cette nouvelle voie. Si les préconisations de la commission du débat public avaient été tenues, cette voie serait déjà ouverte, et les riverains seraient moins pénalisés. Un autre point qui sera sans doute discuté ce soir concerne la gestion et surtout l'entretien de la ligne de fret ferroviaire modernisée, qui sera confiée à terme à la Société d'Exploitation des Ports du Détroit, absente des deux dernières réunions.

Une chose est sûre, la réunion promet d'être tendue. Des riverains se mobilisent. Ils ont distribué un tract dans les boîtes aux lettres des habitants concernés pour appeler à la mobilisation. « *Après avoir assisté à une réunion où il y avait très peu d'habitants de nos rues, il apparaît clairement que la SCNF veut passer en force et ne tiendra pas compte de nos avis. Il est important que vous soyez présents afin de montrer votre volonté de défendre vos biens, de défendre notre tranquillité, de faciliter la circulation routière, de conserver la valeur de nos biens, mais il faut bouger. Rendez-vous à la chambre de commerce. Même votre présence peut faire basculer le cours des choses* ».